

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Equateur-Pour-le-bien-du-pays-Lucio-Gutierrez-devrait-demissionner>

Equateur : "Pour le bien du pays, Lucio Gutierrez devrait démissionner"

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : jeudi 19 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

40 % des 12,2 millions d'Equatoriens sont des Indiens qui parlent leur langue vernaculaire, le quechua, et font partie des 79 % de la population plongés dans la pauvreté.

LEMONDE.FR | 17.02.04 | 09h20

Les Indiens tentent de paralyser l'Equateur

Des militants indiens et syndicalistes d'Equateur ont mené, lundi 16 février, une série d'actions de protestation contre la politique économique du président Lucio Gutierrez, dont ils réclament la démission. Les manifestants reprochent à M. Gutierrez, élu avec leur appui sur un programme de gauche, en 2002, d'avoir changé d'orientation au profit des classes favorisées.

Ils ont isolé partiellement plusieurs villes par des barrages sur la route Panaméricaine, qui relie l'Equateur à la Colombie au nord, et au Pérou au sud. Les Indiens ont ainsi bloqué cette voie de circulation à Latacunga, à 80 km au sud de Quito, près du volcan Cotopaxi, a indiqué un porte-parole de la police. Selon la même source, les barrages ont aussi extrêmement ralenti la circulation à Ibarra, près du volcan Cayambe, à 70 km au nord de la capitale. "Nous n'avons à déplorer aucun acte de violence", a indiqué Manuel Sarmiento, porte-parole à Quito de la police nationale. A Quito, une marche des Indiens était prévue lundi dans l'après-midi en plein centre, à partir du parc de l'Arbolito, mais elle ne devrait avoir lieu finalement qu'à la fin de la semaine.

"Pour le bien du pays, Lucio Gutierrez devrait démissionner", a déclaré lundi, au quotidien Hoy de Quito, Leonidas Iza, président de la puissante Confédération des nations indiennes d'Equateur (Conaie).

Ancien militaire âgé aujourd'hui de 46 ans, Lucio Gutierrez avait rompu avec la Conaie en août 2003, limogé ses ministres indiens et négocié avec le Fonds monétaire international (FMI) l'octroi d'un crédit stand-by de 205 millions de dollars à l'Equateur pour mettre en oeuvre son programme économique, et poursuivre le remboursement sa dette extérieure publique de 11,3 milliards de dollars (8,8 milliards d'euros), soit plus de la moitié du produit intérieur brut. 40 % des 12,2 millions d'habitants de ce pays andin aux 99 volcans sont des Indiens qui parlent leur langue vernaculaire, le quechua, et font partie des 79 % d'Equatoriens plongés dans la pauvreté.

La mobilisation de 10 000 Indiens à Quito avait provoqué un coup d'Etat le 21 janvier 2000. Appuyés par Lucio Gutierrez, alors colonel de l'armée, ils avaient contraint le président (démocrate-chrétien) de l'époque, Jamil Mahuad, accusé de corruption, à démissionner. Son vice-président, Gustavo Noboa, avait alors assumé la magistrature suprême, jusqu'à l'élection de l'ancien putschiste en novembre 2002, pour un mandat de quatre ans à partir de son investiture, le 15 janvier 2003. Lucio Gutierrez avait passé quatre mois en prison après le putsch, puis lancé un mouvement politique, la Société patriotique du 21 janvier, qui devait le conduire à la présidence.

Avec AFP

Echec des négociations à la prison de Quito

La mutinerie des détenus contre leur entassement à la prison de Quito, jusqu'ici pacifique, est entrée dans son troisième jour mardi. Les 876 prisonniers retiennent toujours, sans qu'il y ait eu un seul blessé, un total de 321 parents, proches ou amis, a indiqué Marco Morales, directeur de la sécurité nationale pénitentiaire, depuis l'intérieur de la prison. Après le déclenchement de cette révolte dimanche, il avait été fait état par les porte-parole des détenus, qui "ne sont apparemment pas armés", selon M. Morales, de 470 personnes bloquées derrière les grilles, sur les hauteurs de Quito, dans un quartier pauvre. Les détenus de la prison Garcia-Moreno, rebaptisée Centre de réhabilitation sociale des hommes n° 1 de Quito, entendent protester contre l'état de confinement dans les prisons en Equateur, le manque d'eau potable dans certaines d'entre elles, comme celle de Guayaquil (275 km au sud-ouest de Quito). Ils s'insurgent aussi contre la non-remise en liberté provisoire des prévenus qui ont déjà passé un an derrière

les barreaux sans être jugés, comme le prévoit normalement l'article 24 de la Constitution de l'Equateur. Un dialogue long de trois heures, engagé lundi entre les autorités et les mutins, a finalement échoué à trouver une issue à cette protestation, a révélé Marco Morales. "Les prisonniers continuent leur mouvement et ont demandé à rencontrer Raul Baca, ministre de l'intérieur", a-t-il ajouté, avant d'indiquer qu'une délégation de la Croix-Rouge équatorienne avait été autorisée à pénétrer dans la prison "pour y vérifier l'état de santé" des détenus et de leurs otages. - (AFP.)